Conseil communal du 09 novembre 2020

Présents à 20:00 M. HALIN, Bourgmestre-Président ;
Mme DARIMONT, M. BAGUETTE, Mme DONNEAU, Echevins ;
Mmes et MM. KEMPENEERS, JASON, BUCHET, DUBOIS-TIXHON, DEJONG,
PARULSKI, HAVELANGE, NOTTEBORN, LENOM-NEURAY, GARDIER,
conseillères et conseillers ;
Mme BARBASON, Présidente du CPAS ;
~~M. EMBRECHTS, Directeur général~~
V. BLAISE, Directrice générale f.f.

La séance est ouverte à 20H00.

Séance publique

1. Interpellation citoyenne : YSERENTANT François

Monsieur François YSERENTANT est invité par le Président à présenter son interpellation citoyenne.

Le Conseil communal prend connaissance de l'interpellation citoyenne envoyée le 07/07/2020 par Monsieur François Yserentant, et reprise intégralement ci-dessous

*Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Monsieur les Echevins,
Je vous avais interpellé en janvier quant aux restes mortels de nos anciens combattants et résistants civils reconnus par l'Etat belge lors d'une exhumation.
La réglementation wallonne, que vous connaissez, ordonne un ossuaire spécifique quant à ces personnes. Le collègue, par la voie du Bourgmestre, a répondu que cela " serait fait ".
J'apprends aujourd'hui, avec stupéfaction, que tant pour ces personnes que pour les autres, il n'existe, dans les faits, AUCUN ossuaire ni à Saint-Hadelin ni sur de celui de Olne. Il me revient que quand il y a des "os", ils sont mis dans un "sac poubelle" qui reste dans le cimetière, au niveau de la petite "maisonnette" du cimetière ! (sic les nouveaux fossoyeurs).
Je regrette donc ce mensonge manifeste quant à la réponse du Collège fin janvier dernier qui n'indique pas qu'un ossuaire pour les citoyens "lambdas" n'existe pas non plus sur le territoire de la commune !!! (voir la réponse en PV du Conseil de janvier 2020).
Question 1 : Quand allez vous faire un ossuaire "pour tous" tant à ST Hadelin qu'à l'autre cimetière d 'Olne, comme la réglementation wallonne l'ordonne ?
Question 2 : Quand allez-vous faire un ossuaire spécifique concernant les anciens combattants et résistants civils reconnus par l'Etat, comme également la réglementation l'ordonne ?
Je vous remercie de votre réponse. "
François YSERENTANT
né à Liège le 20.01.1983
Domicilié à 4877 Olne, Voie Colette 6.*

Le Conseil communal entend la réponse de Monsieur le Bourgmestre : *Je ne suis pas d'accord sur le terme utilisé de mensonge, on n'a pas menti. Le cimetière connaît une situation évolutive. Un rendez-vous a eu lieu le 10 septembre dernier avec un membre de l'administration de la Région wallonne, au cours duquel on a remis un inventaire des sites d'importance patrimoniale. Ceci est un préalable. L'idée est de réutiliser un ancien caveau ou deux tombes pour les transformer en ossuaires, on parle ici de tombes abandonnées par leur famille. Il faut recevoir le retour de la R.W.*

Le Conseil communal entend la réplique de Monsieur Yserentant : *J'ai vu des reprises de concessions, or vous n'avez pas d'ossuaire.*

Le point est clôturé.

2. Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°2 - exercice 2020 : approbation

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de modifications budgétaires établi par le collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale),

Vu la transmission du dossier au directeur financier en date du 29/10/2020 ;

Vu l'avis favorable du directeur financier annexé à la présente délibération ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires aux organisations syndicales représentatives, ainsi

qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires ;

Attendu la génération et l'envoi par l'outil eComptes du tableau des prévisions budgétaires pluriannuelles ;

Considérant la modification en séance, en ce qui concerne le budget extraordinaire, de l'article budgétaire 104/742-53 Achats de matériel informatique, majorant le crédit de +6000 euros (et non +2500 euros) pour l'acquisition de matériel informatique,

Considérant l'avis du groupe Ecolo selon lequel les MB proposées ne tiennent pas suffisamment compte de l'épidémie de coronavirus et de son impact sur le bien-être des citoyens olnois,

Après en avoir délibéré en séance publique,

DECIDE

par 13 voix favorables et 2 voix contre (Kempeneers et Neuray) :

Art. 1er

D'arrêter, comme suit, les modifications budgétaires n°2 de l'exercice 2020 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes totales exercice proprement dit	5.002.998,59	1.566.907,73
Dépenses totales exercice proprement dit	4.952.839,24	1.131.595,35
Boni / Mali exercice proprement dit	50.159,35	435.312,38
Recettes exercices antérieurs	1.030.389,40	0,00
Dépenses exercices antérieurs	20.443,77	992.868,75
Prélèvements en recettes	0,00	609.859,68
Prélèvements en dépenses	300.000,00	52.303,31
Recettes globales	6.033.387,99	2.176.767,41
Dépenses globales	5.273.283,01	2.176.767,41
Boni / Mali global	760.104,98	0,00

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au directeur financier.

D. Kempeneers a demandé en date du 13/12 que le justificatif du vote écolo soit inscrit dans le pv du conseil.

3. Ordonnance de police prenant des mesures pour raison de salubrité publique en vue de lutter contre la pandémie de coronavirus Covid-19 : modifications

Considérant l'absence d'évolution réglementaire et sanitaire dans la pandémie covid-19, l'ordonnance est vigueur actuellement ne doit pas être modifiée.

Le Conseil communal décide donc à l'unanimité que ce point est sans objet.

4. Patrimoine - carrière du Bay-Bonnet - acte d'achat : approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation notamment l'article L1122-30 ;

Vu la Circulaire du Ministre FURLAN du 23 février 2016 relative aux ventes d'immeubles et aux acquisitions d'immeubles par les communes ;

Considérant que la Commune d'Olné a l'opportunité d'acquérir la carrière du Bay-Bonnet ainsi que les terrains avoisinant appartenant à ArcelorMittal Belgium ;

Vu sa décision du 14 octobre 2019 activant la promesse de vente unilatérale, signée en date du 22 juillet 2004, de la société Cockerill Sambre (devenue Arcelor Mittal) envers la Commune d'Olné de parcelles exploitées par la carrière du Bay-Bonnet ;

Vu sa décision en date du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du compromis entre la Commune d'Olné et ArcelorMittal Belgium pour l'acquisition des parcelles suivantes

	Commune	Section	Cadastre	Nature	Superficie	R.C.
1	Olné	A	508AP0000	PATURE	8.860 m ²	66
2	Olné	A	509P0000	PATURE	4.290 m ²	27

3	OIne	A	560P0000	PATURE	2.630 m ²	19
4	OIne	A	580P0000	PATURE	2.190 m ²	16
5	OIne	A	586P0000	PATURE	6.400 m ²	48
6	OIne	A	164P0000	PATURE	4.425 m ²	33
7	OIne	A	165P0000	PATURE	4.690 m ²	35
8	OIne	A	166P0000	PATURE	4.260 m ²	31
9	OIne	A	181CP0000	VERGER H.T.	5.785 m ²	48
10	OIne	A	182P0000	PATURE	8.870 m ²	66
11	OIne	A	183P0000	PATURE	5.610 m ²	42
12	OIne	A	184P0000	VERGER H.T.	14.010 m ²	117
13	OIne	A	184/02P0000	CHEMIN	2.532 m ²	3
14	OIne	A	185P0000	PATURE	10.080 m ²	75
15	OIne	A	187P0000	VERGER H.T.	930 m ²	7
16	OIne	A	442P0000	BOIS	3.400 m ²	1X 1 1F 1
17	OIne	A	443P0000	BOIS	19 m ²	0
18	OIne	A	445VP0000	F. MAT. CONSTR.	179.014 m ²	4F 5731 6X 706
19	OIne	A	450P0000	BOIS	1.880 m ²	1
20	OIne	A	451P0000	BOIS	5.010 m ²	4
21	OIne	A	452P0000	BOIS	1.290 m ²	1
22	OIne	A	453AP0000	BOIS	2.130 m ²	1
23	OIne	A	453BP0000	BOIS	1.160 m ²	0
24	OIne	A	455AP0000	BOIS	1.940 m ²	1
25	OIne	A	463P0000	PATURE	2.080 m ²	13
26	OIne	A	474P0000	PATURE	3.720 m ²	27
27	OIne	A	475P0000	PATURE	710 m ²	4
28	OIne	A	480AP0000	PATURE	2.420 m ²	18
29	OIne	A	480FP0000	PATURE	1.805 m ²	15
30	OIne	A	487AP0000	PATURE	63 m ²	0
31	OIne	A	487BP0000	PATURE	1.867 m ²	14
32	OIne	A	488P0000	PATURE	6.670 m ²	50
33	OIne	A	491P0000	PATURE	2.710 m ²	20
34	OIne	A	494P0000	PATURE	6.970 m ²	52
35	OIne	A	495P0000	PATURE	28.920 m ²	185
36	OIne	A	496AP0000	PATURE	9.767 m ²	62
37	OIne	A	496BP0000	PATURE	5.983 m ²	38
38	OIne	A	498AP0000	PATURE	7.580 m ²	48
39	OIne	A	499AP0000	PATURE	1.850 m ²	11
40	OIne	A	506AP0000	PATURE	6.000 m ²	45
41	OIne	A	507P0000	PATURE	4.530 m ²	28
42	OIne	A	511P0000	PATURE	8.395 m ²	53
43	OIne	A	515AP0000	BOIS	1.600 m ²	1
44	OIne	A	515BP0000	BOIS	1.500 m ²	1
45	OIne	A	525P0000	BOIS	1.635 m ²	1
46	OIne	A	526P0000	BOIS	4.720 m ²	3
47	OIne	A	527P0000	BOIS	4.570 m ²	3
48	OIne	A	528P0000	BOIS	1.890 m ²	1

49	Olne	A	528/02P0000	CHEMIN	652 m ²	0
50	Olne	A	530AP0000	BOIS	12.575 m ²	1X 5 1F 5
51	Olne	A	533AP0000	PATURE	5.960 m ²	1X 4 1F 28
52	Olne	A	534AP0000	PATURE	3.240 m ²	1X 2 1F 15
53	Olne	A	535AP0000	PATURE	3.215 m ²	17
54	Olne	A	536AP0000	PATURE	2.800 m ²	17
55	Olne	A	537P0000	PATURE	650 m ²	3
56	Olne	A	538P0000	PATURE	136 m ²	0
57	Olne	A	539P0000	PATURE	6.950 m ²	52
58	Olne	A	540FP0000	PATURE	953 m ²	7
59	Olne	A	540GP0000	PATURE	425 m ²	3
60	Olne	A	541P0000	TERRE V.V.	911 m ²	0
61	Olne	A	542P0000	TERRE V.V.	298 m ²	0
62	Olne	A	543P0000	BOIS	298 m ²	0
63	Olne	A	544P0000	TERRE V.V.	779 m ²	0
64	Olne	A	545AP0000	PATURE	24.321 m ²	182
65	Olne	A	548AP0000	PATURE	2.800 m ²	21
66	Olne	A	549P0000	PATURE	2.870 m ²	21
67	Olne	A	550DP0000	PATURE	2.450 m ²	18
68	Olne	A	550EP0000	PATURE	2.350 m ²	17
69	Olne	A	550FP0000	PATURE	2.260 m ²	16
70	Olne	A	551P0000	PATURE	4.440 m ²	33
71	Olne	A	552P0000	PATURE	4.520 m ²	33
72	Olne	A	556GP0000	PATURE	7.804 m ²	58
73	Olne	A	556HP0000	PATURE	6.729 m ²	50
74	Olne	A	561AP0000	PATURE	14.900 m ²	111
75	Olne	A	562AP0000	PATURE	1.790 m ²	13
76	Olne	A	563P0000	PATURE	1.880 m ²	14
77	Olne	A	564P0000	PATURE	1.250 m ²	9
78	Olne	A	565P0000	PATURE	4.100 m ²	30
79	Olne	A	566P0000	PATURE	6.230 m ²	46
80	Olne	A	566/02P0000	CHEMIN	992 m ²	1
81	Olne	A	567P0000	PATURE	6.530 m ²	48
82	Olne	A	568P0000	PATURE	6.570 m ²	49
83	Olne	A	569P0000	PATURE	2.070 m ²	15
84	Olne	A	570P0000	PATURE	18.200 m ²	136
85	Olne	A	571P0000	PATURE	2.025 m ²	15
86	Olne	A	572P0000	PATURE	240 m ²	1
87	Olne	A	573P0000	PATURE	4.885 m ²	36
88	Olne	A	574P0000	PATURE	2.450 m ²	18
89	Olne	A	575P0000	PATURE	2.080 m ²	15
90	Olne	A	576P0000	PATURE	1.170 m ²	8
91	Olne	A	577P0000	PATURE	1.070 m ²	8
92	Olne	A	578P0000	PATURE	860 m ²	6
93	Olne	A	579P0000	PATURE	870 m ²	6

94	Olné	A	581P0000	PATURE	7.675 m ²	57
95	Olné	A	582P0000	PATURE	8.180 m ²	61
96	Olné	A	583P0000	PATURE	4.390 m ²	32
97	Olné	A	584P0000	PATURE	3.300 m ²	24
98	Olné	A	587P0000	PATURE	885 m ²	6
99	Olné	A	588P0000	PATURE	2.611 m ²	19
100	Olné	A	599CP0000	PATURE	4.533 m ²	33
101	Olné	A	600AP0000	PATURE	7.900 m ²	59
102	Olné	A	602P0000	PATURE	3.440 m ²	25
103	Olné	A	603P0000	PATURE	3.940 m ²	29
104	Trooz 1ère Div Forêt	B	1AP0000	BOIS	35.400 m ²	1X 52 1F 4
105	Trooz 1ère Div Forêt	B	2P0000	BOIS	3.014 m ²	1X 4 1F 0
106	Trooz 1ère Div Forêt	B	3P0000	BOIS	5.096 m ²	8
107	Trooz 1ère Div Forêt	B	4P0000	BOIS	2.855 m ²	4
108	Trooz 1ère Div Forêt	B	5P0000	BOIS	2.360 m ²	3
109	Trooz 1ère Div Forêt	B	16MP0000	BAT. INDUSTRIEL	72.786 m ²	4F 3284 6F 4661
110	Trooz 1ère Div Forêt	B	17CP0000	PATURE	220 m ²	1
111	Trooz 1ère Div Forêt	B	18P0000	BOIS	9.500 m ²	1X 14 1F 1
112	Trooz 1ère Div Forêt	B	32TP0000	BAT. BUREAU	3.430 m ²	1455
113	Trooz 1ère Div Forêt	B	34GP0000	TERRE V.V.	90 m ²	0
114	Trooz 1ère Div Forêt	B	34C2P0000	TERRE V.V.	90 m ²	0
115	Trooz 1ère Div Forêt	B	34D2P0000	TERRE V.V.	5.410 m ²	1
116	Trooz 1ère Div Forêt	B	35LP0000	REMISE	22 m ²	5
117	Trooz 1ère Div Forêt	B	35MP0000	REMISE	37 m ²	7
118	Trooz 1ère Div Forêt	B	35VP0000	TERRE. INDUSTRIEL	5.038 m ²	196
119	Trooz 1ère Div Forêt	B	38GP0000	JARDIN	1.750 m ²	1X 9 1F 9
120	Trooz 1ère Div Forêt	B	42CP0000	CANAL	1.210 m ²	0
121	Trooz 1ère Div Forêt	B	95P0000	PATURE	3.036 m ²	18
122	Trooz 1ère Div Forêt	B	113P0000	TERRE	2.669 m ²	1X 12 1F 1
123	Fléron 3ème Div Magnée	B	180BP0000	BOIS	990 m ²	0
124	Fléron 3ème Div Magnée	B	181CP0000	JARDIN	610 m ²	1X 5 1F 0
125	Fléron 3ème Div Magnée	B	181EP0000	TERRE V.V.	40 m ²	0
126	Fléron 3ème Div Magnée	B	181FP0000	BAT. INDUSTRIEL	8.150 m ²	4F 1281 6X 381
127	Fléron 3ème Div Magnée	B	182P0000	BOIS	1.230 m ²	1
128	Fléron 3ème Div Magnée	B	183P0000	BOIS	580 m ²	0
129	Fléron 3ème Div Magnée	B	184P0000	BOIS	670 m ²	1
130	Fléron 3ème Div Magnée	B	185P0000	BOIS	594 m ²	0
131	Fléron 3ème Div Magnée	B	186P0000	BOIS	1.188 m ²	0
132	Fléron 3ème Div Magnée	B	200EP0000	TERRE V.V.	180 m ²	0

133	Fléron 3ème Div Magnée	B	200NP0000	BOIS	37.080 m ²	1X 50 1F 9
134	Fléron 3ème Div Magnée	B	200PP0000	BAT. INDUSTRIEL	3.110 m ²	297
135	Fléron 3ème Div Magnée	B	200SP0000	CHEMIN	165 m ²	0
136	Fléron 3ème Div Magnée	B	203BP0000	TERRE V.V.	545 m ²	0
137	Fléron 3ème Div Magnée	B	203CP0000	TERRE V.V.	135 m ²	0
138	Fléron 3ème Div Magnée	B	337P0000	PRE	900 m ²	1X 2 1F 1
139	Fléron 3ème Div Magnée	B	338P0000	PRE	2.190 m ²	1X 3 1F 6
140	Fléron 3ème Div Magnée	B	378BP0000	BOIS	970 m ²	1X 1 1F 0

Vu le courrier du SPW (tutelle) du 22 septembre 2020 décidant de ne pas annuler la délibération relative au compromis de vente ;
 Considérant que rien ne s'oppose à l'achat définitif de la carrière et des parcelles avoisinantes ;
 Vu le projet d'acte d'achat en annexe ;

Considérant que l'opération est avantageuse pour la commune et rencontre l'intérêt général ;
 Considérant que cette opération consiste en une acquisition pour cause d'utilité publique ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 30/10/2020,
 Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 03/11/2020,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

Article unique : d'approuver les termes de l'acte d'achat, en annexe, entre la Commune d'Olne et ArcelorMittal Belgium relatif à l'acquisition des parcelles susmentionnées, au montant d'un euro symbolique et de charger le collège communal, représenté par le Bourgmestre et le Directeur général, de la signature dudit acte.

5. Groupe Guides et Scouts d'Olne - Contrôle de la subvention allouée en 2019

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,
 Vu sa délibération en date du 9 décembre 2019 concernant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
 Attendu qu'il y a lieu de procéder à la vérification de l'emploi de la subvention qui a été allouée en 2019 au Groupe Guides et Scouts d'Olne,

Après en avoir délibéré,

à l'unanimité,

DECLARE avoir vérifié l'emploi de la subvention accordée au Groupe Guides et Scouts d'Olne pendant l'année 2019 et ce sur base des documents fournis par le bénéficiaire.

6. Groupe Guides et Scouts d'Olne - octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement : approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3331-1 à L3331-8,

Vu sa délibération en date du 9 décembre 2019 fixant le règlement relatif aux critères et modalités d'attribution de subsides ainsi qu'au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions communales,
Vu sa délibération en date de ce jour déclarant avoir vérifié l'emploi du subside alloué au Groupement des Guides et des Scouts d'Olne en 2019,

Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention annuelle de fonctionnement à certaines associations afin de leur permettre de réaliser en 2020 leurs objectifs, ceux-ci étant de nature à rencontrer les besoins de la population olnoise,

Vu la demande de subside annuel de fonctionnement de cette association en date du 23 août 2020,

Attendu que ce Comité a une existence reconnue d'au moins un an,

Vu la liste de tous les membres de cette association,

Attendu que le Groupe Guides et Scouts d'Olne demande un subside majoré, comme le prévoit le règlement mentionné ci-dessus, car il s'agit d'une association étant reconnue régionalement, devant entretenir le bâtiment que la Commune lui a concédé et comptant plus de cinquante membres olnois,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

1) D'accorder une subvention annuelle de fonctionnement de 240,00 euros majorée de 1.260,00 euros au Groupe Guides et Scouts d'Olne.

2) D'imputer ce subside à l'article 761/332-02 du budget ordinaire 2020.

3) Que le bénéficiaire devra faire parvenir dès le début de l'année 2021, le formulaire justificatif établi à cet effet et fourni par la commune ainsi que, le cas échéant, le bilan de l'association pour l'année 2020.

7. Taxe sur les mines, minières, carrières et terrils - Exercice 2021

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 170, par. 4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40 & 1-3° & 4°, L1133-1 & 2, L3131-1 & 1-3°, L3132-1 & 1 & 4 et L3321-1 à 12 ;

Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège communal ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1 de la Charte ;

Considérant que la loi du 13 avril 2019 susvisée a été publiée au Moniteur belge le 30 avril 2019 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 ;

Vu les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières du 15 septembre 1919 telles que précisées par les décrets du Conseil régional wallon du 07 juillet 1988 et du 04 juillet 2002 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire budgétaire du 14 juillet 2020 de Madame la Ministre des Pouvoirs Locaux du Logement et des Infrastructures sportives, circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes et des CPAS de la Région wallonne à l'exception des Communes et des CPAS relevant des Communes de la Communauté germanophone, pour l'exercice 2021 ;

Vu que la compensation qui avait été prévue par le Gouvernement wallon (*pour les communes qui n'ont pas levé la taxe sur les carrières en 2017, 2018, 2019 et 2020*) dans le cadre des mesures d'accompagnement du prélèvement kilométrique au bénéfice du secteur carrier fera l'objet d'une évaluation. Que la reconduction du mécanisme dépendra du constat qui sera fait. Que de ce fait, il n'y a pas de certitude quant à la reconduction en 2021 de ladite compensation kilométrique octroyée par la Région Wallonne.

Vu que la circulaire budgétaire mentionne le fait que, pour 2021, il est permis de lever une taxe directe sur les mines, minières et carrières (*système de répartition - taux défini sur base de la production annuelle de l'année précédant l'exercice d'imposition*) ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 26 octobre 2020 conformément à l'article L1124-40 & 1,3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 29 octobre 2020 et joint en annexe ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Attendu qu'il y a lieu de voter la taxe sur les mines, minières, carrières et terrils pour l'exercice 2021 ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 26/10/2020,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 29/10/2020,

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

A l'unanimité,

DECIDE :

Article 1 : Il est établi au profit de la Commune d'Olné pour l'exercice 2021 une taxe communale directe de répartition sur les mines, minières, carrières et terrils en exploitation au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Sont prises en compte toutes les exploitations visées à l'article 1 du Décret du Conseil régional wallon du 4/07/2002.

Article 2 : Le montant de la taxe est fixé à 255.000,00 euros.

Article 3 : La taxe est répartie entre les redevables au prorata du nombre de tonnes de produits extraits, durant l'année antérieure à l'exercice d'imposition.

Article 4 : L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation

Le contrôle des éléments imposables est opéré par toutes voies de droit par les agents de l'Administration communale.

Article 5 : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

« En cas d'imposition d'office, une majoration sera appliquée.

Le montant de cette majoration sera le suivant :

-10 % du montant de la taxe, pour le premier enrôlement d'office;

-50 % du montant de la taxe, pour le deuxième enrôlement d'office;

-100 % du montant de la taxe, pour le troisième enrôlement d'office;

-200 % du montant de la taxe, à partir du quatrième enrôlement d'office. »

Article 6 : Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Le rôle est transmis contre accusé de réception au Directeur financier chargé du recouvrement qui assure sans délai, l'envoi des avertissements-extraits de rôle.

Article 7 : La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8 : En cas de non-paiement de la taxe, conformément aux dispositions légales applicables, un rappel sera envoyé au contribuable.

Ce rappel se fera par courrier recommandé et les frais de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais s'élèveront à 10,00 € et seront également récupérés dans le cadre de la procédure de recouvrement forcé.

Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, des Lois des 15 et 23 mars 1999, de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 et de la Loi-programme du 26 juillet 2006 ainsi que la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Article 9 : Le redevable de la présente imposition peut introduire auprès du Collège communal d'Olne rue Village, 37 à 4877 OLNE une réclamation faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi recommandé dans les six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Quant aux erreurs matérielles provenant des doubles emplois, erreurs de chiffres, etc..., les contribuables pourront en demander le redressement au Collège communal conformément aux dispositions de l'article 376 du Code des impôts sur les revenus.

Article 10 : Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 11 : Le présent règlement, entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

8. Taxe sur la collecte et le traitement des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et assimilés - Exercice 2021

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 170 & 4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40 & 1-3° & 4°, L1133-1 & 2, L3131-1 & 1-3°, L3132-1 & 1 & 4 et L3321-1 à 12 ;

Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège communal ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1 de la Charte ;

Considérant que la loi du 13 avril 2019 susvisée a été publiée au Moniteur belge le 30 avril 2019 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 ;

Vu le décret du 27 juin 1996 (M.B. 02.08.1996) relatif aux déchets, en particulier les articles 5ter et 21 et les arrêtés d'exécution pris en la matière ;

Vu le Plan wallon des déchets « Horizon 2010 » et l'application du principe « pollueur payeur » ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 mars 2008 modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 (M.B. 12.11.2008), du 29 octobre 2009 (M.B. 06.11.2009) et du 7 avril 2011 (M.B. 02.05.2011) relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire budgétaire du 14 juillet 2020 de Madame la Ministre des Pouvoirs Locaux du Logement et des Infrastructures sportives, circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes et des CPAS de la Région wallonne à l'exception des Communes et des CPAS relevant des Communes de la Communauté germanophone, pour l'exercice 2021 ;

Attendu qu'un moyen efficace pour obtenir une diminution sensible de la quantité des immondices mis à la collecte communale est une taxation qui tienne compte des efforts fournis par chaque ménage pour diminuer sa production de déchets ;

Attendu toutefois que des frais fixes de collecte, toujours plus importants, doivent être pris en charge indépendamment de la quantité des déchets produits, et que dès lors la taxe applicable se divise en une taxe relative au service minimum et une taxe relative aux services complémentaires ;

Attendu que la technologie des conteneurs à puce permet d'appliquer une taxe proportionnelle qui se base sur des données fiables qui permettent d'appliquer le principe d'équité ;

Attendu que la circulaire impose aux communes de combiner les objectifs de prévention en matière de déchets et de lutter contre les incivilités ;

Vu la situation des lieux, les rues desservies par la petite camionnette, non équipée pour l'exercice 2021 du système permettant de peser les conteneurs, bénéficieront d'un régime particulier. Ce régime de collecte est visé dans le règlement sur l'enlèvement des immondices ;

Vu la situation des lieux, les rues inaccessibles pour le camion et la camionnette bénéficieront d'un régime particulier. Ce régime de collecte est visé dans le règlement sur l'enlèvement des immondices ;

Vu la décision relative au taux de couverture du coût-vérité des déchets lequel s'élève à 102 %. Le taux du coût-vérité prévisionnel 2021 ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 26 octobre 2020 conformément à l'article L1124-40 § 1, 3 et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 29 octobre 2020 et joint en annexe ;

Vu que la Commune doit se doter de moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Attendu qu'il y a lieu de procéder au renouvellement de cette taxe pour l'exercice 2021 ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 26/10/2020,

Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 29/10/2020,

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

à 13 voix pour et deux abstentions,

DECIDE:

Titre 1er DEFINITIONS

Article 1 : Les déchets ménagers (ou ordures ménagères) sont les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages.

Article 2 : Les déchets organiques consistent en la fraction compostable ou biométhanisable des ordures ménagères brutes.

Article 3 : Les déchets ménagers résiduels (ou tout-venant) sont la part des déchets ménagers qui restent après les collectes sélectives (organiques, emballages,...)

Article 4 : Les déchets assimilés sont des déchets similaires aux déchets ménagers en raison de leur nature ou de leur composition et qui proviennent des administrations, des bureaux, des collectivités, des commerces, des indépendants et des hébergements touristiques.

Article 5 : Les déchets encombrants sont des déchets volumineux provenant des ménages et dont les dimensions sont telles qu'ils ne peuvent être déposés dans les récipients ordinaires de collecte.

Titre 2 : PRINCIPE

Article 6 : Il est établi au profit de la Commune d'OLNE du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 inclus, une taxe communale sur la collecte et sur le traitement des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et assimilés. La taxe comprend une partie forfaitaire (*qui prend en compte la situation au 1er janvier de l'exercice*) et une partie proportionnelle en fonction du poids des déchets déposés à la collecte et du nombre de levées du ou des conteneurs.

Titre 3 : PARTIE FORFAITAIRE

Article 7 : La partie forfaitaire de la taxe est due solidairement et de manière indivisible par tous ménages inscrits au registre de la population, au registre des étrangers ou recensés comme seconds résidents au 1er janvier de l'exercice d'imposition. La taxe forfaitaire est calculée par année, la domiciliation au 1er janvier de l'exercice étant seule prise en considération. Toute année commencée est due en entier, sans possibilité de fractionnement. Elle est établie au nom de la personne de référence du ménage. Il y a lieu d'entendre par « ménage » soit une personne vivant seule, soit deux personnes ou plusieurs personnes qui unies ou non par mariage, liées par cohabitation ou la parenté, occupent ensemble un même logement.

La partie forfaitaire comprend :

Pour l'année 2021 et ce, dès le 1er janvier de l'exercice :

- l'accès au réseau des bulles à verre et aux Recyparcs de l'Intercommunale ;
- la collecte des PMC et des papiers cartons toutes les deux semaines ;
- la collecte des plastiques souples (sacs transparents) toutes les huit semaines ;
- la collecte hebdomadaire des ordures ménagères résiduelles et des déchets organiques en deux conteneurs ;
- la fourniture d'un conteneur pour les déchets ménagers résiduels et d'un conteneur pour les déchets organiques d'une taille adaptée à la composition des ménages et d'un rouleau de sacs PMC ;
- un quota de 30 levées par an et par ménage (*à répartir entre les déchets organiques et les ordures ménagères résiduelles au choix*) ;
- le traitement de 50 kg d'ordures ménagères résiduelles par habitant ;
- le traitement de 50 kg de déchets organiques par habitants ;
- une participation aux actions de prévention et de communication.

Le taux de la taxe forfaitaire est fixé à :

- pour un isolé (ménage constitué d'1 personne) : 68,00 euros ;
- pour un ménage constitué de 2 personnes : 94,00 euros ;
- pour un ménage constitué de 3 personnes : 120,00 euros ;
- pour un ménage constitué de 4 personnes : 146,00 euros ;
- pour un ménage constitué de 5 personnes et plus : 172,00 euros ;
- pour un second résident : 100,00 euros.

Le taux sera diminué de 50 pour cent pour les ménages qui ne peuvent disposer d'un conteneur du fait qu'ils résident dans un immeuble à appartements pour lequel le service de collecte est réalisé en partie via le Syndic.

Article 8 : La taxe forfaitaire est calculée par année, la domiciliation ou la résidence ou le siège établi au 1er janvier de l'exercice étant seul pris en considération. Le paiement se fera en une seule fois.

Article 9 : Taxe forfaitaire pour les assimilés

1) La taxe forfaitaire est due par toute personne physique ou morale et solidairement et de manière indivisible par les membres de toute association, exerçant une activité à caractère lucratif ou non (commerciale, industrielle, touristique ou autre), occupant à quelques fins que ce soit tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire de la Commune, sans y être domicilié et recourant au service de collecte des déchets ménagers organisé par la commune.

2) La partie forfaitaire comprend :

Pour l'exercice 2021 et ce, dès le 1er janvier de l'exercice:

- la collecte hebdomadaire des ordures ménagères résiduelles et des déchets organiques en deux conteneurs ;
- la collecte des PMC et papiers cartons toutes les 2 semaines;
- la collecte des plastiques souples (sacs transparents) toutes les huit semaines ;
- la fourniture d'un conteneur pour les déchets ménagers résiduels et d'un conteneur pour les déchets organiques;
- la fourniture d'un rouleau de sacs PMC par an;
- l'accès complet au réseau de Recyparc de l'Intercommunale et aux bulles à verre;
- une participation aux actions de prévention et de communication.

1) Le taux de la taxe forfaitaire est fixé à : 26,00 euros.

La taxe forfaitaire pour les assimilés n'est pas due lorsque le contribuable est déjà astreint au paiement de la taxe forfaitaire en application de l'article 6.

La partie forfaitaire de la taxe est due indépendamment de l'utilisation de tout ou partie des services déterminés aux articles 7 et 9,2.

Titre 4 : REDUCTIONS et EXONERATION

1) Les réductions suivantes sont accordées annuellement :

- a) ménage ayant un enfant de moins de 1 an au 1er janvier de l'année d'imposition : 10,00 euros de la partie forfaitaire. La réduction de 10,00 euros sera directement déduite de la partie forfaitaire de la taxe.
- b) les gardiennes d'enfants conventionnées au 1er janvier : 20,00 euros de la partie forfaitaire.
- c) réduction de 20,00 euros de la partie forfaitaire pour les ménages dont la personne de référence du ménage (chef(fe) de ménage) est reconnue au 1er janvier 2021 comme bénéficiaire de l'Intervention majorée (BIM) et n'est pas propriétaire de plus d'un immeuble tant en Belgique qu'à l'étranger, sur base en ce qui concerne l'intervention majorée, d'un document probant émanant de la société de mutuelle (vignette de mutuelle ou attestation) et sur base en ce qui concerne la propriété en Belgique et/ou à l'étranger de la déclaration fiscale et de l'avertissement extrait-de rôle ou tout autre document probant.

Les demandes de réductions reprises au point b et c sont accordées, à peine, de nullité, sur demande écrite des contribuables, à renouveler chaque année, auprès de l'Administration communale rue Village, 37 à 4877 OLNÉ et ce, dans un délai de deux mois à dater de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou des rappels accompagnées des documents probants et pièces justificatives.

2) Exonération :

Les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires ou de défense sociale, sur base d'un document probant émanant de l'établissement.

Titre 5 : PARTIE PROPORTIONNELLE

Article 10 : la taxe proportionnelle des ménages est due par toute personne physique ou morale qui utilise le service de collecte des déchets ménagers et assimilés par conteneur muni d'une puce électronique. La taxe proportionnelle est une taxe annuelle qui varie :

- 1) selon le poids des immondices mis à la collecte : pour tout kilo de déchets tout-venant au-delà de 50 kg/par habitant et pour tout kilo de déchets organiques au-delà de 50 kg/habitant ;
- 2) selon la fréquence de dépôt du ou des conteneurs au-delà de 30 levées ;

Cette taxe est ventilée en :

- une taxe proportionnelle au nombre de levées du ou des conteneurs ;
- une taxe proportionnelle au poids des déchets déposés ;

Pour les ménages n'ayant pas été imposés au 1er janvier de la partie forfaitaire de la taxe, tout kg de déchets ménagers et toute levée de conteneurs seront imposés.

Article 11 : Le montant de la taxe proportionnelle :

a) les déchets issus des ménages:

- la taxe proportionnelle liée au nombre de levées du/des conteneur(s) est de 1,05 euro/levée ;
- la taxe proportionnelle liée au poids des déchets déposés est de :
 - * 0,936 euros/kg pour les déchets ménagers résiduels;
 - * 0,0636 euros/kg pour les déchets ménagers organiques.

b) pour les assimilés :

- la taxe proportionnelle liée au nombre de levées du/des conteneur(s) est de 0,74 euros/levée ;
- la taxe proportionnelle liée au poids des déchets déposés est de :
 - * 0,0973 euros/kg pour les déchets assimilés;
 - * 0,0757 euros/kg pour les déchets organiques.

TITRE 6 : DEROGATION et EXCEPTION

Article 12 : la seule dérogation permettant l'utilisation des sacs payants à l'effigie de la Commune et/ou d'Intradel concerne l'enlèvement des déchets ménagers suite aux activités dans les salles communales. Le montant des sacs contenance 60L est fixé comme suit : 2,00 euros/le sac.

Article 13 : les rues desservies par la petite camionnette bénéficieront du régime particulier (*taille des conteneurs et nombre de levées*).

a) Pour les déchets ménagers, les ménages pourront choisir le format du conteneur soit 140 L ou 240 L (*le nombre de levées sera fonction du format du conteneur choisi*) :

1. Isolé (*ménage constitué d'une personne*) soit un conteneur de 140 L (*10 levées*), soit un conteneur 240 L (*6 levées*) ;
2. Ménage de 2 personnes soit un conteneur de 140 L (*12 levées*), soit un conteneur de 240 L (*10 levées*) ;
3. Ménage de 3 personnes soit un conteneur de 140 L (*15 levées*), soit un conteneur de 240 L (*12 levées*) ;
4. Ménage de 4 personnes soit un conteneur de 140 L (*18 levées*), soit un conteneur de 240 L (*15 levées*) ;
5. Ménage de 5 personnes et plus soit un conteneur de 140 L (*22 levées*), soit un conteneur de 240 L (*18 levées*).

Le montant des levées supplémentaires du conteneur pour les déchets ménagers est de 10,00 euros/levée.

b) Pour les déchets organiques le nombre de levées est illimité.

Article 14 : les rues inaccessibles par le camion et la petite camionnette utiliseront uniquement des petits conteneurs capacité 40L (*déchets organiques et déchets ménagers résiduels*). Lesdits conteneurs seront amenés par les usagers dans la rue la plus proche où passe le camion. Le nombre de levées des conteneurs est illimité.

Article 15 : La collecte des déchets ménagers résiduels et organiques s'effectue exclusivement à l'aide des conteneurs à puce d'identification électronique et des sacs à l'effigie de la Commune et/ou d'Intradel concernant les activités dans les salles communales.

Article 16 : la taxe est perçue par voie de rôle, arrêté et rendu exécutoire par le Collège communal. Le paiement de celle-ci devra s'effectuer dans les deux mois à dater de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 17 : En cas de non-paiement de la taxe, conformément aux dispositions légales applicables, un rappel sera envoyé au contribuable.

Ce rappel se fera par courrier recommandé et les frais de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais s'élèveront à 10,00 € et seront également récupérés dans le cadre de la procédure de recouvrement forcé.

Article 18 : les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, des Lois des 15 et 23 mars 1999, de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 et de la Loi-programme du 26 juillet 2006 ainsi que la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Quant aux erreurs matérielles provenant de doubles emplois, erreurs de chiffres, etc .. , les contribuables pourront en demander le redressement au Collège communal conformément aux dispositions de l'article 376 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Article 19 : La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation. La présente délibération sera également transmise à l'Office wallon des déchets.

ET

APPROUVE le taux de la couverture du coût-vérité pour 2021 tel qu'il est calculé dans le tableau annexé à la présente.

Article 20 : Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

9. Taxe sur la distribution gratuite d'écrits publicitaires ou d'échantillons publicitaires non adressés et de supports de presse régionale gratuite – Exercices 2021 à 2025 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 170, par. 4, de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40 & 1-3° & 4°, L1133-1 & 2, L3131-1 & 1-3°, L3132-1 & 1 & 4 et L3321-1 à 12 ;

Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège communal ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1 de la Charte ;

Considérant que la loi du 13 avril 2019 susvisée a été publiée au Moniteur belge le 30 avril 2019 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire budgétaire du 14 juillet 2020 de Madame la Ministre des Pouvoirs Locaux du Logement et des Infrastructures sportives, circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes et des CPAS de la Région wallonne à l'exception des Communes et des CPAS relevant des Communes de la Communauté germanophone, pour l'exercice 2021 ;

Vu les frais élevés résultant de l'enlèvement des vieux papiers et des immondices en général ;

Vu que selon la jurisprudence du Conseil d'Etat (C.E., 18 avril 2008, arrêt n°182.145), il n'est pas manifestement déraisonnable d'assigner une fin écologique à la taxe, l'abondance des écrits publicitaires étant telle, par rapport au nombre des autres écrits, qu'il n'est pas contestable que l'intervention des services communaux de la propreté publique soit plus importante pour le premier type d'écrits que pour le second ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 26 octobre 2020 conformément à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 29 octobre 2020 et joint en annexe ;

Vu que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Considérant que, le but premier de la presse régionale gratuite est d'informer et que si on y retrouve de nombreuses publicités, c'est dans le but de couvrir les dépenses engendrées par la publication de ce type de journal ;

Considérant que, par contre, si au sein d'un écrit publicitaire, est introduit du texte rédactionnel, c'est uniquement dans le but de limiter l'impôt, la vocation première étant d'encourager la vente d'un produit ;

Considérant que, ces écrits constituent, par leur raison sociale, des catégories totalement distinctes l'une de l'autre et qu'il se justifie donc pleinement d'appliquer un tarif différencié entre la presse régionale gratuite et les prospectus purement publicitaires » ;

Considérant que, l'ensemble des écrits non adressés, dits "toutes boîtes", soumis à la taxe instaurée par le présent règlement, sont des écrits à vocation commerciale et publicitaire diffusés gratuitement en principe à l'ensemble des habitants de la commune ; qu'en cela, ils se distinguent non seulement de la presse adressée, qui est distribuée uniquement aux abonnés, à leur demande et à leurs frais, mais également des écrits adressés, envoyés gratuitement à leurs destinataires, parfois sans que ceux-ci en aient fait la demande ;

Considérant que, dès lors qu'elle entraîne la distribution des écrits concernés dans toutes les boîtes aux lettres situées sur le territoire de la commune, y compris celles d'appartements ou d'immeubles inoccupés, la distribution "toutes boîtes" est de nature à provoquer une production de déchets de papier plus importante que la distribution d'écrits adressés (cf. C.E., 13 mai 2009, arrêt n°193.256) ;

Considérant la jurisprudence actuelle estimant que le critère de distinction entre la distribution, d'une part, d'écrits (et/ou d'échantillons) publicitaires non-adressés (soumis à la taxe) et, d'autre part, entre autres, d'écrits (et/ou d'échantillons) publicitaires adressés (échappant à la taxe) doit être justifié de manière raisonnable par la motivation du règlement-taxe, les motifs ressortant du

dossier relatif à son élaboration ou du dossier administratif produit par la commune (Cass., 14 février 2019, C.17.0648.F ; Cass., 28 février 2014, F.13.0112.F ; Cass., 6 septembre 2013, F.12.0164.F ; Bruxelles, 6 février 2018, n°2011/AR/286 ; Mons, 21 décembre 2017, n°2016/RG/496 ; Liège, 13 décembre 2016, n°2013/RG/1259 ; Liège, 10 février 2016, n°2012/RG/1565 ; Liège, 20 janvier 2016, n°2013/RG/1707 ; Liège, 13 janvier 2016, n°2014/RG/1809 ; Liège, 25 juin 2014, n°2011/RG/82) ;

Considérant qu'aucune jurisprudence n'exclut qu'une telle distinction puisse être justifiée ;

Considérant l'arrêt du Conseil d'Etat (C.E., 20 mars 2019, Bpost, n°243.993) estimant qu'un règlement-taxe est contraire au secret des lettres, consacré par l'article 29 de la Constitution et protégé par l'article 8 de la CEDH et dont la violation est sanctionnée par les articles 460 et 460bis du Code pénal, en ce qu'il impose au redevable de violer ledit secret pour s'acquitter de l'obligation de déclaration édictée par le règlement-taxe ;

Considérant le même arrêt qui énonce ainsi que : « la partie requérante (...) n'est pas toujours en mesure (...) de déterminer l'identité de l'éditeur et de l'imprimeur, ni de vérifier si le contenu de ces plis relève bien de la notion d'écrit publicitaire ou d'échantillon publicitaire au sens (...) du règlement-taxe litigieux, sauf à violer le secret des lettres garanti par les dispositions précitées, ce qui ne se peut » ;

Considérant que la commune taxatrice ne serait donc pas en mesure de contrôler l'application d'un tel règlement-taxe qui frappe la distribution d'écrits (et/ou d'échantillons) publicitaires ;

Considérant ainsi qu'il convient de ne pas soumettre à la taxe la distribution d'écrits (et/ou d'échantillons) publicitaires adressés afin de respecter le secret des lettres ainsi que le droit à la vie privée et, par conséquent, de ne pas compromettre la légalité du règlement-taxe ;

Considérant que le traitement différencié qui est envisagé repose sur un critère objectif (le caractère adressé des écrits (et/ou échantillons) publicitaires) et est, d'ailleurs, justifié par des motifs raisonnables et proportionnés ;

Les distributions d'écrits non adressés ailleurs qu'au domicile, tels par exemple les flyers distribués en rue ne font pas non plus l'objet d'une distribution généralisée et d'une telle ampleur ; que ce type de distribution se limite généralement à la distribution d'écrits composés d'une seule feuille au format souvent réduit ;

Au regard du but et de l'effet de la taxe, la distribution de « toutes boîtes » se distingue de la distribution gratuite adressée et des autres publications gratuites diverses non adressées au domicile ou ailleurs dès lors que seule la première, taxée par le règlement-taxe, est en principe distribuée de manière généralisée, la deuxième ne l'étant en principe pas (cf. en ce sens Liège 25 janvier 2012, 2009/RG/733) et il n'existe aucune disproportion entre les moyens employés et le but de réduire les déchets papiers sur le territoire de la commune ;

Il n'est du reste pas manifestement déraisonnable de déterminer le taux de taxation en fonction d'un critère général et objectif tel que le poids de chaque écrit "toutes boîtes" distribué, et non en fonction de leur contenu rédactionnel, étant donné que le volume de déchets papier produit par un exemplaire d'un écrit au contenu exclusivement publicitaire est, à poids égal, exactement le même que le volume de déchets produit par un exemplaire d'un écrit au contenu à la fois publicitaire et informatif (cf. C.E., 13 mai 2009, arrêt n°193.249) ;

Vu sa délibération du 13 novembre 2019 établissant une taxe communale sur la distribution gratuite d'écrits publicitaires ou d'échantillons publicitaires non-adressés et de supports de presse régionale gratuite « toutes-boîtes » pour les exercices 2020 à 2025 inclus;

Attendu que, pour pouvoir adapter les taux et ce, en respect de la circulaire budgétaire 2021, il faut pour se faire procéder au renouvellement de cette taxe pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 26/10/2020,
Considérant l'avis Positif du Directeur financier remis en date du 29/10/2020,
Sur proposition du Collège communal ;
Après en avoir délibéré en séance publique ;
à l'unanimité,

DECIDE :

Article 1 : – Au sens du présent règlement, on entend par :

- Écrit ou échantillon non adressé, l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune) ;
- Écrit publicitaire, l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s) ;
- Echantillon publicitaire, toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente ;
- Zone de distribution, le territoire de la commune taxatrice et de ses communes limitrophes ;
- Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne ;
- Écrit de presse régionale gratuite, l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins 5 des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas essentiellement communales :
 - * les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires, ...) ;
 - * les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L. culturelles, sportives, caritatives ;
 - * les « petites annonces » de particuliers ;
 - * une rubrique d'offres d'emplois et de formation ;
 - * les annonces notariales ;
 - * des informations relatives à l'application de Lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux, ...

Le contenu « publicitaire » présent dans l'écrit de PRG doit être multi-enseignes ;

Le contenu rédactionnel original dans l'écrit de PRG doit être protégé par les droits d'auteur ;

L'écrit de PRG doit obligatoirement reprendre la mention de l'éditeur responsable et le contact de la rédaction (« ours »).

Article 2 : Il est établi, pour les exercices 2021 à 2025 inclus, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite d'écrits publicitaires ou d'échantillons publicitaires non adressés et de supports de presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

Article 3 : La taxe est due solidairement par l'éditeur du « toute-boite », l'imprimeur et la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

Lorsque le contribuable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement par ses membres.

Article 4 : La taxe est fixée à :

- 0,0150 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus ;

- 0,0390 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus ;
- 0,0585 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus ;
- 0,1050 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes.

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,010 euro par exemplaire distribué.

Si la presse régionale gratuite insère des cahiers publicitaires supplémentaires dans leurs éditions, ces « cahiers » seront taxés au même taux que les écrits publicitaires.

Article 5 : A l'exception des dispositions prévues pour la taxation forfaitaire trimestrielle, tout contribuable est tenu de faire parvenir préalablement à chaque distribution une déclaration, à l'Administration Communale, sise rue Village, 37 à 4877 OLNÉ. Cette déclaration doit être signée et contenir tous les renseignements nécessaires à la taxation.

La première page de l'imprimé ou de chaque type d'imprimé à distribuer doit être annexé à la déclaration. Une copie certifiée conforme est également valable.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la non déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 6 : A la demande du redevable, le Collège communal accorde, pour l'année, un régime d'imposition forfaitaire trimestrielle, à raison de 13 (treize) distributions par trimestre dans le cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Dans cette hypothèse :

- le nombre d'exemplaires distribués est déterminé par le nombre de boîtes aux lettres installées sur le territoire de la commune en date du 1er janvier de l'exercice d'imposition ;
- le taux uniforme appliqué à ces distributions est alors le suivant :
 - * pour les écrits de presse régionale gratuite : 0,010 euro;
 - * pour tous les autres écrits publicitaires : le taux applicable à l'écrit publicitaire annexé à la demande d'octroi du régime d'imposition forfaitaire. Par ailleurs, le redevable s'engage, à ce que ses écrits respectent bien la catégorie pondérale justifiant le taux qui lui est appliqué.

Le non-respect de cet engagement entraînera, conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, l'enrôlement d'office de la taxe.

Article 7 : Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon une échelle dont les graduations sont les suivantes :

- 10 pour cent pour la 1ère infraction ;
- 75 pour cent pour la 2ème infraction ;
- 200 pour cent à partir de la 3ème infraction.

Article 8 : Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a 2ème infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance depuis plus de trente jours au contrevenant, à travers la notification prévue à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de l'application de la sanction concernant l'infraction antérieure.

Article 9 : Pour apprécier la récurrence de la taxation il y a lieu de remonter jusqu'au premier exercice fiscal au cours duquel la taxe a été établie, peu importe que les taxations se soient faites sur base de différents règlements qui se sont succédés au fil du temps.

Les infractions antérieures sont négligées si aucune infraction en la matière n'est sanctionnée pour les trois derniers exercices d'imposition qui précèdent celui pour lequel la nouvelle infraction doit être pénalisée.

Article 10 : La taxe est perçue par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11 : En cas de non-paiement de la taxe, conformément aux dispositions légales applicables, un rappel sera envoyé au contribuable.

Ce rappel se fera par courrier recommandé et les frais de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais s'élèveront à 10,00 € et seront également récupérés dans le cadre de la procédure de recouvrement forcé.

Article 12 : A l'exception des dispositions prévues pour la taxation forfaitaire trimestrielle, lors de la première distribution de l'exercice d'imposition, l'Administration communale adresse au contribuable un extrait du règlement ainsi qu'une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Lors des distributions suivantes, le redevable est tenu de faire au plus tard le 5ème jour du mois de la distribution, à l'Administration communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon une échelle dont les graduations sont les suivantes :

- 10 pour cent pour la 1ère infraction ;
- 75 pour cent pour la 2ème infraction ;
- 200 pour cent à partir de la 3ème infraction.

Article 13 : Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a 2ème infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance depuis plus de trente jours au contrevenant, à travers la notification prévue à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de l'application de la sanction concernant l'infraction antérieure.

Article 14 : Pour apprécier la récurrence de la taxation il y a lieu de remonter jusqu'au premier exercice fiscal au cours duquel la taxe a été établie, peu importe que les taxations se soient faites sur base de différents règlements qui se sont succédés au fil du temps.

Article 15 : Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, des Lois des 15 et 23 mars 1999, de l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 et de la Loi-programme du 26 juillet 2006 ainsi que la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Article 16 : Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 17 : Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

10. VEDIA - avenant à la convention : approbation

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Vu sa décision du 22/08/2002 adoptant la convention de partenariat entre la Commune d'Olné et Televesdre (devenu VEDIA) ;

Vu le courrier daté du 29/09/2020 (reçu le 8/10/2020) de VEDIA proposant à la Commune d'adopter un avenant à la convention liant les deux parties ;

Vu l'avenant en annexe ;

Considérant que cet avenant vise à revoir le processus de financement de VEDIA ;

Après en avoir délibéré,

Par 12 voix pour et trois abstentions,

DECIDE

Article 1er : d'approuver les termes de l'avenant à la convention entre la Commune et VEDIA et de charger le collège communal, représenté par M. Cédric HALIN, bourgmestre, et M. Jean-Philippe EMBRECHTS, Directeur général, de la signature dudit avenant.

Art. 2 : de transmettre un exemplaire de la présente délibération et de l'avenant signé de l'avenant à VEDIA.

11. Correspondance et communication

Le Conseil communal prend acte de la correspondance et des communications suivantes :

- arrêté reçu par courrier postal le 25 août 2020 relatif à l'approbation en date du 21 août 2020, par la Ministre de l'Environnement, de la Nature et de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, par délégation pour le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement, de la délibération générale pour l'application du Code de recouvrement des créances fiscales et non fiscales aux règlements-taxes en vigueur et dont la période de validité est postérieure au 1er janvier 2020 - Exercices 2020 et suivants

- courrier de l'asbl L'Odysée du Monde concernant la présence des migrants en transit

Question d'actualité :

Entendu la question de DK: la campagne de dératisation et mise à disposition de graines aux Olnois;

Entendu la question de DK: ENODIA : la réduction des dividendes :quel impact pour la commune ?

Entendu les réponses du Collège communal

12. Point inscrit par le groupe Ecolo : D'une campagne d'aide à l'acquisition d'ordinateurs en soutien aux familles de notre commune qui doivent faire face aux exigences de l'enseignement à distance

Vu la question écrite déposée par le groupe Ecolo en date du 1er novembre 2020 :

"Nous avons été interpellés par l'appel qui a été lancé sur les réseaux sociaux par la présidente du CPAS, appel qui a d'ailleurs été relayé par le bourgmestre. Le CPAS aurait un besoin urgent d'ordinateurs, portables ou non, de tablettes, pour permettre aux enfants de poursuivre leur scolarité « à distance ».

Nous savons en effet que les obligations de télétravail et de cours à distance mettent beaucoup de familles dans l'embarras. Non seulement on estime que 20% environ de la population ne disposent pas de connexion à Internet, mais, en plus, quand plusieurs membres de la famille doivent se connecter en même temps, un ordinateur et une connexion de base ne suffisent pas. Il faut bien constater que la crise sanitaire actuelle augmente la fracture numérique et met en péril une des missions fondamentales de l'école qui est de favoriser l'égalité des chances.

Nous nous interrogeons donc sur la politique que la majorité et plus particulièrement les

personnes compétentes pour les affaires sociales, entendent mener pour permettre à tous les jeunes de la commune de bénéficier de leur droit à l'éducation.

Sans rejeter l'appel qui a été fait à la solidarité, nous émettons cependant de nettes réserves quant à son efficacité. Y aura-t-il assez de réponses pour satisfaire toutes les demandes ? Les ordinateurs dont on ne se sert plus ne sont-ils pas justement obsolètes, sont-ils assez performants pour supporter ces nouvelles applications ? Y a-t-il au CPAS ou à l'administration quelqu'un de compétent pour les reformater ? Ou là aussi, va-t-on faire appel au bénévolat ? Le CPAS semble avoir reçu un certain nombre de demandes, sans doute de personnes qui ont déjà fait appel à ses services, mais nous sommes persuadés que cette crise précarise un plus grand nombre de personnes qui ne feront pas, pour toutes sortes de raisons, bonnes ou mauvaises, appel aux services sociaux.

C'est pourquoi nous souhaitons que la commune ne se contente pas de relayer l'appel à la générosité, mais trouve ici une occasion de se montrer beaucoup plus proactive dans l'aide sociale et plus particulièrement, dans l'aide aux jeunes. Une bonne gestion permet à Olne de ne pas avoir de problèmes financiers, cet argent public doit profiter à tous les citoyens qui en ont besoin.

Nous proposons donc

- Que la commune lance une large campagne d'information, de communication et d'aide « ordinateurs – enseignement à distance – télétravail »*
- Que la commune dresse un inventaire des besoins réels. Vu l'urgence (la rentrée « semi-virtuelle » est fixée au 16 novembre), une publication dans Olneinfo ne suffira pas : pourquoi pas un « toutes boîtes » pour informer les citoyens, non seulement sur ce problème des ordinateurs, mais aussi sur les possibilités d'intervention du CPAS au profit des citoyens impactés par la crise sanitaire.*
- Que la commune informe aussi sur les aides de la Région Wallonne qui a débloqué un subside pour financer à 50% l'achat d'un ordinateur, et de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui accorde une prime de 75€ pour l'achat d'un ordinateur. Qu'elle facilite le recours à ces aides et, si nécessaire, qu'elle complète ces budgets.*
- Que la commune ne se contente pas de récolter et de remettre en état de vieux ordinateurs, mais qu'en plus, elle en achète (ou en finance l'achat ou en prête) de nouveaux sur fonds propres, puisque Olne a la chance d'en disposer. Et nous ne parlerons pas ici de l'aide reçue par le CPAS et inscrite à son budget car cela ne relève pas de notre compétence.*
- Que la commune organise et propose un service d'aide logistique à la mise en place et au bon fonctionnement des applications nécessaires pour l'enseignement à distance.*

Nous pensons que l'heure est certes à la solidarité et à l'entraide, mais que l'ampleur de cette crise nécessite d'aller plus loin que les simples actions de « charité ». Nous ne pouvons nous satisfaire d'une assistance publique qui nous rappelle les débuts du 20e siècle et d'actions qui font appel à la bonne volonté des Olnois, alors que notre budget nous permettrait de les aider efficacement et non avec des démarches plus qu'aléatoires. Au contraire, marquons positivement les esprits des Olnois et plus particulièrement des jeunes en proposant largement cette aide à l'équipement en ordinateurs. Nous sommes certains qu'une telle campagne fera prendre conscience aux Olnois qu'ils sont soutenus par leur commune et que cela amènera un peu de réconfort et d'éclaircie dans cette période de morosité et d'angoisse.

Nous vous demandons donc ce que vous comptez faire pour rencontrer ces objectifs et assurer à tous les jeunes Olnois leur droit à l'enseignement."

Réponse : N.Barbason : Avant de lancer une campagne, il faut effectuer un état des lieux. Chaque demande doit faire l'objet d'un dossier, ce pour toute aide (financière, logistique, alimentaire, vestimentaire), par le biais d'une rencontre entre le demandeur et un assistant social. On ne peut pas distribuer des ordinateurs comme cela à chacun.

Réaction : F.N. : Ecolo attendait un geste de la Commune et pas nécessairement piloté par le Cpas. Que la commune aille au-delà des demandes spécifiques.

Réponse : NB : On a reçu des ordinateurs, certains ont été distribués, en état de fonctionnement, sur base de demande spécifique.

13. Approbation du procès-verbal de la séance antérieure

Le procès-verbal de la séance antérieure est approuvé à l'unanimité.

La séance publique est levée à 21H30 et reprend immédiatement à huis clos.

Séance à huis clos

La séance est levée à 22H00.

**Pour le Conseil,
La Directrice générale f.f.,**

Le Président,

V. BLAISE

C. HALIN